

# LETTRE DE LA DÉPUTÉE #4

2ème semestre 2023



3e circonscription de Moselle



## EN 2024 : LA DÉMOCRATIE EST UN COMBAT !

Cette lettre vient sceller l'année 2023 et revient sur mon travail parlementaire au cours des derniers mois. La vie des Françaises et des Français, votre vie, est rythmée par une succession de crises : climatique, sociale, politique, géopolitique. Les temps sont durs. Difficile d'être optimiste quand on vit dans sa chair les risques climatiques, qu'on a du mal à subvenir à ses besoins ou qu'on assiste impuissant aux conflits internationaux.

Alors comment retrouver l'optimisme et la force de lutter ? La mère des batailles n'est-elle pas finalement de retrouver la maîtrise de notre avenir ? Le nœud à dénouer, selon moi, est démocratique.

Les citoyens de ce pays doivent reprendre le pouvoir pour qu'on agisse enfin dans le bon sens. Cela doit nous rendre optimiste, c'est la lumière au bout du tunnel pour laquelle se battre. C'est le message que je vous fais passer, sous forme de vœux pour 2024. Reprenons les rênes : refusons les 49.3 anti-démocratiques, refusons les injustices fiscales, sociales, écologiques et défendons un projet de société solidaire et humaniste.

**CHARLOTTE LEDUC**  
votre députée

# L'ÉDITO DE LA DÉPUTÉE



**Chers concitoyens, chères concitoyennes, nous vivons une période de crises.**

## **Une crise sociale d'abord.**

L'inflation plonge les Françaises et les Français dans des situations dramatiques : impossibilité de se loger, de se nourrir correctement, de payer les fournitures scolaires, de mettre de l'essence dans sa voiture.

## **Une crise écologique aussi.**

Les épisodes climatiques extrêmes deviennent la norme : méga-feux dans le sud, inondations dans le nord. L'année 2023 aura été la plus chaude jamais enregistrée, avant 2024, 2025...

## **Une crise géopolitique également.**

La situation au Moyen-Orient est dramatique. Le conflit israélo-palestinien est entré dans une phase les plus meurtrières de son histoire engrangeant un véritable déchirement du monde.

## **Une crise démocratique enfin.**

A l'heure où j'écris cette lettre, nous en sommes au **20<sup>ème</sup> 49.3** déclenché par le gouvernement. Trois sont encore prévus sur des textes budgétaires et probablement un sur le projet de loi immigration rejeté par l'Assemblée par le vote historique d'une motion de rejet. Le camp présidentiel passe toutes ses lois en force, contournant sans cesse la représentation nationale.

Face à ces crises, quelles sont les réponses d'Emmanuel Macron ? Pour ce qui est de la crise démocratique, je le disais, le passage en force est devenu la norme. Sur la situation israélo-palestinienne, j'y reviendrai, la voix diplomatique de la France est inaudible et incohérente face à ce que l'ONU qualifie de risque de génocide.

**Sur la crise écologique, la France n'est pas à la hauteur.** Nous devrions investir 60 milliards par an dans la bifurcation écologique. Au lieu de cela, le gouvernement continue de soutenir des projets climaticides (A69, en Moselle l'A31bis et

l'exploitation des gaz de couche), prolonge le glyphosate et ne fait rien pour protéger la population des effets du dérèglement climatique.

Enfin, **sur la crise sociale, le bilan d'E. Macron est terrifiant.** Un enfant sur cinq vit sous le seuil de pauvreté. 9 millions de personnes sont en situation de privation matérielle et sociale. Les associations alertent sur leur incapacité à faire face. Le gouvernement et Macron ne font rien.

Au contraire leur politique austéraitaire continue de détruire les services publics tout en poursuivant les cadeaux fiscaux aux plus riches et aux multinationales. On atteint un record de dividendes pour le CAC 40 avec 46 milliards € distribués. Le « tout marché » détruit tout avec la complicité du gouvernement. Sa politique attise aussi les haines et la division en laissant penser que la cause de nos maux serait un fantasmé problème d'immigration.

**Tout cela relève de choix politiques, qui ne sont pas les nôtres !** Depuis l'élection législative nous exigeons l'encadrement des marges, la hausse des salaires et le partage des richesses, avec un impôt progressif et une véritable lutte contre l'évasion fiscale. Nous exigeons un financement massif des services publics, pour que chaque élève trouve un prof face à lui, pour que chaque enfant en situation de handicap soit accompagné d'une AESH bien payée et formée, pour que chacun puisse se soigner, se déplacer et vivre dans un environnement sain...

## **Ce sont nos combats, mes combats !**

Savoir que ce sont des choix politiques permet de lutter contre la résignation et de tenir bon. Vous pouvez donc compter sur moi pour défendre une politique humaniste et solidaire, car un autre monde est possible.



# PAIX

## NOTRE AMBITION POUR LE MOYEN-ORIENT

**A l'heure où j'écris cette lettre, cela fait plus de deux mois qu'ont eu lieu les attaques terroristes commises par le Hamas le 7 octobre en Israël.**

Le bilan faisait état d'au moins 1.200 morts dont 36 enfants et plus de 7.500 blessés en Israël. 138 personnes étaient encore retenues en otage. Dans la bande de Gaza, 16.248 personnes, dont plus de 5.350 enfants et au moins 3.250 femmes, seraient décédées. Au moins 4.500 personnes dont 3.500 enfants sont portées disparues (chiffres repris par l'UNICEF au 7 décembre). La Cisjordanie est également le théâtre de violences avec au moins 66 enfants tués. A l'heure où vous lisez cette lettre, le bilan s'est probablement terriblement alourdi.

Les crimes de guerre de l'armée israélienne ordonnés par le gouvernement d'extrême-droite de B. Netanyahu en représailles des attaques du Hamas font des milliers de victimes, majoritairement des femmes et des enfants (70%). Ne nous y trompons pas, il ne s'agit ni d'une riposte légitime face au terrorisme ni d'un droit à se défendre.

**Il s'agit d'une guerre dont l'ONU alerte sur le caractère génocidaire** depuis des semaines, d'une guerre coloniale dont le but est l'éradication du peuple palestinien et l'annexion de ses terres par Israël. La stratégie méthodique du gouvernement Netanyahu de chasser les Palestiniens de Gaza nord vers le sud, puis du sud vers le littoral, ainsi que les attaques sur la Cisjordanie où le Hamas est absent le démontrent.

**Il faut une reconnaissance de toutes les victimes de cette guerre, car une vie = une vie.**

Et il faut une compréhension globale et précise du contexte pour que la diplomatie française soit à la hauteur des enjeux. Or la voix de la France est inaudible et incohérente. Elle passe du soutien inconditionnel au gouvernement israélien qui aux attaques du Hamas répond par un nettoyage ethnique, à une timide demande de cessez-le-feu, sans cesse remise en cause par la cacophonie des positionnements des différents ministres ou personnalités de l'État. Une incohérence honteuse et criminelle, alors que l'ONU parle d'un risque de génocide.

La France doit parler d'une voie forte pour la paix. Notre pays doit porter des exigences claires, celles que nous défendons depuis le début du conflit : cessez-le-feu immédiat et durable ; libération des otages, mise en œuvre des résolutions de l'ONU pour une solution à deux États. La voix présidentielle doit fermement condamner ce qui se déroule à Gaza aujourd'hui comme elle l'a fait pour les attaques du 7 octobre et non pas attiser la division ni renvoyer à une prétendue guerre de civilisation. La seule boussole qui doit guider l'action de la France est celle du droit international et, sur notre sol, celle de la lutte contre l'antisémitisme, l'islamophobie et toutes les formes de racisme.

**Notre pays doit être dans le camp de la Paix !**



**Rassemblement contre l'antisémitisme, contre toutes les formes de racisme et contre l'extrême droite (Mémorial de la Déportation et de la Résistance, Fort de Queuleu, Metz, 11/11/2023)**

# LA BATAILLE DU BUDGET



## UNE AUSTÉRITÉ HISTORIQUE

**C'est quoi un Projet de Loi de Finances ?**  
Scannez pour voir notre décryptage en vidéo !



Comme chaque automne la vie parlementaire a été rythmée par les débats budgétaires (État et Sécurité Sociale). Cette année la bataille a été rude avec un projet gouvernemental toujours plus austéritaire : baisse des moyens des services publics, nouveaux cadeaux fiscaux pour les entreprises et toujours rien pour protéger les Françaises et les Français face à l'inflation...

En tant que membre de la commission des finances, j'ai défendu les propositions de mon groupe, notamment sur la partie « recettes » du projet de loi de finance pour 2024. Une fois de plus nous avons lutté pour une meilleure répartition de l'impôt selon un principe simple : que les petits payent petits et que les gros payent gros.

Plusieurs de nos amendements ont été adoptés en commission car ils favorisaient la justice fiscale et répondaient aux besoins du pays. Ce passage en commission fut d'ailleurs le seul moment où les représentants du peuple purent débattre réellement du budget de l'État, car pas de 49.3 en commission ! Avec mes collègues commissaires aux finances, nous avons envoyé un message fort au gouvernement en rejetant son projet de budget pour 2024.

Ce trop rare moment de démocratie parlementaire prouve qu'une autre politique est possible et que ce gouvernement est minoritaire. Pour balayer toute opposition la Première Ministre a, une nouvelle fois, déclenché une série de 49.3 : 8 en à peine 2 mois, plus de 20 depuis mai 2022 ! Je ne m'habituerai jamais à ce déni de démocratie et continuerai à me battre pour un budget qui part des besoins du peuple et donne aux services publics les moyens dont ils ont besoin.

## UN DOSSIER MOSELLAN : LES ANCIENS MINEURS DE CHARBON

Les salariés des Charbonnages de France bénéficiaient, du fait de leur statut, d'indemnités logement et chauffage. A partir des années 1980, ils ont eu la possibilité de racheter ces indemnités pour en faire un capital servant à acheter leur logement selon un calcul basé sur leur espérance de vie (la somme versée correspondant au total selon le reste des années « à vivre »).

**Ce système constitue une injustice :**

- l'estimation de l'espérance de vie datait des années 1960, or on vivait déjà plus longtemps il y a 20 ans : le capital perçu n'était donc pas aussi important qu'il devait l'être ;
- une fois le capital amorti, les indemnités ne sont quand même plus versées.

J'ai donc voulu corriger cette injustice en déposant un amendement qui a été adopté en commission des finances : une grande victoire pour les anciens mineurs qui se battent depuis plus de 20 ans pour faire reconnaître leurs droits ! Malheureusement, le 49.3 a balayé cette victoire démocratique...

# VICTOIRES

EN COMMISSION ET EN HÉMICYCLE

30 MILLIONS €  
POUR AUGMENTER LES

**AESH**

CONTRE LA

**FRAUDE FISCALE**

RENFORCEMENT DES MOYENS DE  
LA DGFIP ET DES SERVICES DE  
RENSEIGNEMENT

1,5 MILLIARDS € POUR LE

**FRET  
FERROVIAIRE**

**TARIFS**

**RÉGLEMENTÉS**

DE L'ÉNERGIE ÉTENDUE POUR  
LES COLLECTIVITÉS

RÉTABLISSEMENT DE L'

**EXIT TAX**

POUR LUTTER CONTRE  
L'EXIL FISCAL

100 MILLIONS € POUR LA  
HAUSSE DES RÉMUNÉRATIONS  
DES SALARIÉES DE L'

**AIDE À DOMICILE**

RELÈVEMENT DU VERSEMENT  
MOBILITÉ, POUR AIDER AU  
FINANCEMENT DES

**TRANSPORTS  
EN COMMUN**

PAR LES COLLECTIVITÉS

10 000 PLACES  
(+6000 POUR LES ENFANTS) D'

**HÉBERGEMENT  
D'URGENCE**

ANNULÉES PAR

**49.3**

SCANNEZ POUR LIRE NOTRE  
CONTRE-BUDGET !



# LUTTE L'ÉVASION

## LE COMBAT CONTINUE !

Dès 2022, j'ai été chargée d'un rapport annuel consacré à la lutte contre l'évasion fiscale. Il s'agit de répondre à une question simple :

**Les moyens mis en œuvre par l'État pour lutter contre ce fléau sont-ils à la hauteur de l'enjeu ?**

La réponse est claire : non ! Alors que l'évasion fiscale représente 80 à 120 milliards de pertes annuelles pour l'État, les gouvernements successifs démantèlent les moyens d'action dans ce domaine. Le contrôle fiscal a perdu 4.000 agents depuis 2010, 1.600 sur le dernier quinquennat. Le gouvernement a bien promis un plan de lutte contre la fraude au printemps dernier, mais cette promesse reste pour l'instant un grand coup de communication. Le budget 2024 prévoit encore 200 suppressions de postes ! Pendant ce temps-là, les fraudeurs continuent d'échapper à la justice...

Face à ce constat, j'ai formulé, dès l'année dernière, toute une série de propositions pour renforcer les moyens du contrôle fiscal et ceux de la justice. Cette année, pour la 2e édition du rapport, je me suis intéressée à la dimension internationale de l'évasion fiscale. Et ce qu'il ressort de mes investigations, c'est qu'il est possible d'agir au niveau national pour changer les grands équilibres internationaux. Oui, notre pays peut agir, en mettant en place la taxation universelle réclamée par les chercheurs, en refondant sa diplomatie fiscale grâce à son formidable réseaux de conventions bilatérales (le deuxième du monde !) ou encore en étant pionnier dans les négociations européennes et internationales.

Non, l'évasion fiscale n'est pas une fatalité et je continuerai à proposer des mesures ambitieuses pour qu'une politique digne de ce nom soit mise en place face à ce scandale. Car l'évasion fiscale, ce sont des sommes colossales qui nous sont volées et qui justifient l'effondrement de nos services publics ; une injustice qui mine notre cohésion sociale !

## PAS DE FATALITÉ : LES SOLUTIONS SONT LÀ !

L'évasion fiscale est bien documentée : universitaires, ONG, syndicats, parlementaires ont déjà énormément travaillé pour proposer des réformes à la hauteur de l'enjeu.

**Les gouvernements n'ont qu'à s'emparer de ces solutions !**

C'est pourquoi nous avons compilé l'ensemble de ces mesures dans un **Plan de lutte NUPES contre les fraudes et l'évasion fiscale** qui guidera notre lutte contre l'évasion fiscale une fois au pouvoir.



Lire le Plan de lutte NUPES contre les fraudes et l'évasion fiscale



# CONTRE FISCALE

05/10 COLLOQUE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

avec notamment **Gabriel ZUCMAN**, économiste  
et **Manon AUBRY**, députée européenne LFI-NUPES



## UNE THÉMATIQUE FONDAMENTALE POUR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Entre **80** et **120**  
**MILLIARDS**

C'est près de deux fois le budget de l'Éducation nationale, c'est 5% de la richesse nationale qui s'évapore chaque année et qui manque pour financer les services publics, les hôpitaux, les écoles...

C'est aussi une question de justice fiscale. En République, il est nécessaire que les petits payent petit et que les gros payent gros. En refusant de participer aux dépenses communes, les évadés fiscaux minent le consentement à l'impôt si essentiel à la cohésion sociale.



**PRÉSENTATION DE MES TRAVAUX**

à l'Assemblée, en Moselle (ici à Lorry-lès-Metz) et ailleurs en France : Lagny-sur-Marne, Grenoble, Colmar, Lyon, Chaumont...

LIRE MON 2<sup>ÈME</sup>  
**RAPPORT SUR LA  
LUTTE CONTRE  
L'ÉVASION FISCALE**



# AGRICULTURE

## DEUX JOURNÉES DÉDIÉES À CEUX QUI NOUS NOURRISENT

Les 30 juin et 1er juillet derniers, j'organisais deux journées dédiées à l'agriculture en Moselle, avec des visites d'exploitations, une réunion publique et un « atelier des lois » (exercice d'intelligence collective pour écrire la loi ensemble). Ces journées constituaient en quelque sorte des « auditions de terrain » en vue de la Loi d'Orientation et d'Avenir Agricole (LOAA) que nous examinerons prochainement à l'Assemblée.

Difficultés liées à l'installation, endettement, charge de travail qui conduit à l'épuisement, faiblesse des revenus due aux prix bas imposés par le marché, angoisse face au risque climatique sont des sujets qui sont revenus souvent. J'ai aussi été frappée par le sentiment d'une forme de clivage, mal vécu, entre consommateur et producteur.

Pourtant les solutions sont à notre portée car l'agriculture paysanne, familiale, biologique, respectueuse de l'environnement, de notre santé existe et nous prouve sa résilience. C'est ce cap que nous devons suivre. Mais il ne doit en aucun cas reposer sur le sacrifice des agriculteurs qui ne seraient pas assurés de pouvoir enclencher la bifurcation et d'en vivre dignement. C'est en tenant ce cap qu'on permettra aussi de recréer le lien « producteur-consommateur » en local.

**Vous voulez revivre ces journées ?**  
Scannez pour voir mes reportages-vidéo !



### EXPLOITATIONS VISITÉES

- Ferme du Moulin Neuf à Guinglange : élevage de vaches laitières nourries avec la production céréalière de la ferme ;
- Ferme de Domangeville à Pange : maraîchage bio ;
- Exploitation « Aux Sœurs des Champs » à Inglinge : maraîchage bio ;
- Ferme du Jeune Chêne à Distroff : élevage de vaches charolaises en bio, nourries avec la production céréalière de la ferme qui sert aussi à la fabrication du pain sur site.

### LE SCANDALE DE L'ABATTOIR D'ILLANGE

Mené depuis 11 ans par une coopérative rassemblant 160 éleveurs, soutenu par nombre de collectivités locales, le projet d'abattoir de proximité à Illange devait alimenter les circuits courts et de vente directe.

C'était donc un projet d'avenir pour nos éleveurs, en matière de bien-être animal (réduction des temps de trajets), de baisse des émissions carbone et de souveraineté alimentaire, qui malheureusement a pris fin en novembre, par manque de soutien financier des banques privées et de la Caisse des dépôts. C'est pourtant ce type de projets que l'État devrait défendre, une réponse locale et à taille humaine adaptée à l'évolution de la filière élevage.



# RURALITÉ

## NOS CAMPAGNES MÉRITENT UN VRAI PROJET D'AVENIR !

Le 15 juin dernier, le gouvernement annonçait le plan « France Ruralités » censé répondre aux disparités territoriales qui se creusent toujours plus entre les métropoles et nos territoires ruraux délaissés. Mais ce plan prouve une fois de plus le mépris du gouvernement pour nos villages et nos campagnes : il n'octroie ainsi que 90 millions € pour les mobilités rurales, quand il planifie des dizaines de milliards pour les métropoles. Quant à la problématique de l'accès aux soins, dramatique sur tout le territoire, c'est avec des « médicobus », solution pansement et de court terme que le gouvernement répond, plutôt que d'installer durablement des médecins dans nos territoires.

Avec le groupe parlementaire LFI-NUPES, nous avons travaillé à un contre-plan Ruralités en partant des besoins et du terrain : « Portrait Des Ruralités, Le Plan de La France Insoumise pour les Territoires Ruraux ».

Nous avons choisi de mettre à l'honneur celles et ceux qui font vivre nos villages, dont nous avons produit des « portraits ». Maires, responsables associatifs, agriculteurs, soignants, professeurs... ils incarnent la débrouillardise courageuse face à l'abandon de l'État : écoutons-les, nous saurons quoi faire !

Retrouvez notre contre-plan en ligne  
Scannez le QR-code !




## ÉCOUTER NOS TERRITOIRES

C'est la philosophie que j'applique à mon mandat, car nombre de solutions existent et sont déjà portées dans les villages, n'attendant qu'une volonté politique pour les généraliser dans le pays. Je le fais bien-sûr au contact des élus et acteurs de ma circonscription, mais aussi ailleurs en France, comme le 5 septembre dernier à Dieppe et au Caule-Sainte-Beuve avec François Ruffin et Sébastien Jumel.

## PORTRAIT VIDÉO

Catherine LAPOIRIE  
Maire d'Ay-sur-Moselle



Visionnez le portrait ! 



# NICHE PARLEMENTAIRE

## France insoumise - NUPES

30 NOVEMBRE 2023

### QUAND LA FRANCE INSOUMISE FAIT LA LOI À L'ASSEMBLÉE

Le 30 novembre dernier, le groupe parlementaire LFI-NUPES était maître de l'ordre du jour à l'Assemblée et a proposé des lois de raison pour encadrer les abus auxquels font face les Français, pour améliorer la vie quotidienne contre un gouvernement déconnecté.

ABROGATION DE LA

**RETRAITE  
À 64 ANS**

INDEXATION DES

**SALAIRES  
SUR L'  
INFLATION**

MORATOIRE SUR LES PROJETS DE

**MÉGA  
BASSINES**

PROTÉGER ET GARANTIR LE

**DROIT À L'IVG  
DANS LA  
CONSTITUTION**

ENCADREMENT DES

**MARGES  
DE L'INDUSTRIE  
AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA  
GRANDE DISTRIBUTION**

ABROGATION DE LA

**LOI  
CAZENEUVE  
DE 2017**

RÉPONDRE À LA

**CRISE  
DU  
LOGEMENT  
CHEZ LES JEUNES**

TENDRE À LA RÉOUVERTURE DES

**ACCUEILS  
PHYSIQUES  
DANS LES  
SERVICES PUBLICS**

DÉCONJUGALISATION DE L'

**ALLOCATION  
PARENTS ISOLÉS**

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LA

**GESTION PAR L'ÉTAT  
DES RISQUES NATURELS MAJEURS DANS LES  
TERRITOIRES TRANSOCÉANIQUES**

S'OPPOSER À LA RATIFICATION DE L'

**ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE  
UE / NOUVELLE-ZÉLANDE**

DES

# VICTOIRES

## POUR LE QUOTIDIEN DES FRANÇAIS !

Malgré le déni de démocratie inédit avec la censure de notre proposition de loi pour revenir sur la réforme des retraites et les autres manœuvres d'obstruction de la Macronie, nous avons obtenu de belles victoires :

**RÉOUVERTURE DES ACCUEILS  
PHYSIQUES DANS LES  
SERVICES PUBLICS**

**Pour mettre fin au tout-numérique** qui engendre de graves problèmes d'accès aux services publics pour une grande partie de la population, nous avons voté une garantie à un accueil physique. Une mesure concrète pour réhumaniser nos services publics !

**TERRITOIRES TRANSOCÉANIQUES**

Nous avons gagné la **création d'une commission d'enquête** sur la gestion des risques naturels dans les Outre-Mer qui sont en première ligne face au dérèglement climatique. On ne peut tolérer que l'État les abandonne !

**ENCADREMENT DES MARGES**

**Prix-plancher pour les agriculteurs, baisse des prix des carburants**, c'est ce que nous avons obtenu en nous battant article après article... jusqu'à ce que les députés de la majorité décident de revenir dans l'hémicycle pour rejeter l'ensemble de la loi !

# EN CIRCONSCRIPTION

# ET EN MOSELLE

## AUX CÔTÉS DES ÉLUS LOCAUX



**Claude VALENTIN**  
Maire de Nouilly



**Joël SIMON**  
Maire de Servigny-lès-Sainte-Barbe



**Jean-François HESSE**  
Maire de Chanville



**Gilbert TURCK**  
Maire de Chailly-lès-Ennery

## IL FAUT DÉFENDRE FRET SNCF !

Le 18.01.2023, la Commission européenne a ouvert une enquête contre FRET SNCF sur le fondement du non-respect de la concurrence « libre et non-fauscée » : elle lui reproche d'avoir touché des aides indues de l'État.

Le gouvernement a fait savoir en juin dernier qu'il ne veut pas mener la bataille avec Bruxelles mais qu'il préfère donner des gages pour montrer patte blanche. Dans les faits, le gouvernement profite de cette enquête pour mener à bien son projet de privatisation de FRET SNCF qui est une catastrophe sociale (suppression de 500 postes de cheminots, dégradation des conditions de travail) et écologique, sachant que depuis l'ouverture à la concurrence en 2006, plus de 2 millions de camions ont été jetés sur nos routes avec l'affaiblissement de FRET SNCF.

Pour rappel, les transports sont responsables de plus de 30 % des émissions de gaz à effet de serre dont près de 95 % incombent au transport routier de marchandises et voyageurs, en hausse de 39 % depuis 1990.

Je serai toujours aux côtés des cheminots, dans cette bataille, pour la défense de ce qui devrait faire notre fierté : un grand service public du transport de marchandises ferroviaire.

à la gare de triage de Woippy



à Metz avec mes collègues  
Martine ETIENNE et Thomas PORTES



Commémorations du 11 novembre à Metz, Courcelles-Chaussy, Pange, Servigny-lès-Raville



# MES PROCHAINES PERMANENCES

**METZ**

**SUR RENDEZ-VOUS**

Permanence parlementaire  
18 rue de La Haye 57000 METZ

**RÉMILLY** Bibliothèque municipale  
2 Place du 11 Novembre

**11** JEUDI  
**JANV.** **17-19H**

**OGY-MONTOY-FLANVILLE**

**20** MARDI  
**FEV.** **17-19H** Salle communale de Montoy  
9 Rue Principale

**VIGY** Salle socio-culturelle  
4 Place de l'Église

**12** VENDREDI  
**JANV.** **16H30-18H30**

**COURCELLES-CHAUSSY**

**22** JEUDI  
**FEV.** **17-19H** Mairie de Courcelles-Chaussy  
Place du Temple

## VŒUX 2024 DE LA DÉPUTÉE

**25** JEUDI  
**JANV.** **18H**

Permanence parlementaire  
18 rue de La Haye  
57000 METZ

**SUIVEZ MON TRAVAIL**

[www.charlotteleduc.fr](http://www.charlotteleduc.fr)



**CONTACTEZ-MOI**

[charlotte.leduc@assemblee-nationale.fr](mailto:charlotte.leduc@assemblee-nationale.fr)

**09.73.89.29.09**